

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CREDIT MODERNE ANTILLES GUYANE

Société anonyme au capital de 18.727.232 Euros
Siège social : Immeuble le Sémaphore, 4 rue René Rabat,
ZAC de Houelbourg Sud II, ZI de Jarry, 97122 Baie-Mahault
341 891 653 R.C.S Pointe-à-Pitre.
(la "Société")

I. — Compte de résultat au 31 décembre 2024.

	(En Euros)	Annexe	31/12/2024	31/12/2023
+	Intérêts et produits assimilés	Réf. annexe III-(1)	53 339 572,27	48 790 290,47
	Intérêts et charges assimilés	Réf. annexe III-(1)	-35 284 918,59	-25 627 473,39
+	Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés		75 984 088,91	53 254 746,19
	Charges sur opérations et crédit-bail et assimilées		-70 741 707,31	-49 690 302,58
+	Produits sur opérations de location simple			
	Charges sur opérations de location simple			
+	Revenus des titres à revenu variable	Réf. annexe III-(2)	1 199 280,00	389 880,00
+	Commissions (produits)	Réf. annexe III-(3)	2 424 399,07	2 148 139,32
	Commissions (charges)	Réf. annexe III-(3)	-418 961,01	-437 893,52
+/-	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
+/-	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
+	Autres produits d'exploitation bancaire	Réf. annexe III-(4)	22 509 616,08	21 105 415,62
	Autres charges d'exploitation bancaire			
=	PRODUIT NET BANCAIRE		49 011 369,42	49 932 802,11
	Charges générales d'exploitation	Réf. annexe III-(5)	-27 350 990,53	-26 331 409,12
	Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles		-309 744,69	-326 323,39
=	RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		21 350 634,20	23 275 069,60
	Coût du risque	Réf. annexe III-(6)	-15 920 645,71	-11 202 104,21
=	RÉSULTAT D'EXPLOITATION		5 429 988,49	12 072 965,39
+/-	Gains ou pertes sur actifs immobilisés			800,00
=	RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOT		5 429 988,49	12 073 765,39
+/-	Résultat exceptionnel	Réf. annexe III-(8)	115 620,50	40 272,50
	Impôt sur les bénéfices	Réf. annexe III-(7)	-1 122 772,00	-3 017 591,00
+/-	Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées			
=	RÉSULTAT NET		4 422 836,99	9 096 446,89

II. — Bilan au 31 décembre 2024.
(En Euros)

Actif	Annexe	31/12/2024	31/12/2023
Caisse, banque centrale, CCP			
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	Réf. annexe II-(1)	165 985 837,29	99 849 528,50
Créances sur la clientèle	Réf. annexe II-(2)	749 445 383,07	763 771 748,79
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations et autres titres détenus à long terme			
Parts dans les entreprises liées	Réf. annexe II-(14)	3 420 021,40	3 420 021,40
Crédit-bail et location avec option d'achat	Réf. annexe II-(4)	216 139 225,45	174 827 601,63
Location simple			
Immobilisations incorporelles	Réf. annexe II-(5)	154 955,88	150 583,70
Immobilisations corporelles	Réf. annexe II-(5)	630 880,23	710 620,85
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs	Réf. annexe II-(6)	887 899,38	4 381 147,81
Comptes de régularisation	Réf. annexe II-(7)	12 346 422,68	11 531 176,35
Total de l'actif		1 149 010 625,38	1 058 642 429,03

Hors-bilan	31/12/2024	31/12/2023
Engagements reçus	0	0
Engagements de financement		
Engagement de garantie		
Engagement sur titres		

Passif	Annexe	31/12/2024	31/12/2023
Banque centrale, CCP			
Dettes envers les établissements de crédit	Réf. annexe II-(1)	1 078 629 029,19	986 292 036,34
Operations avec la clientèle		4 838 369,10	4 674 587,82
Dettes représentées par un titre			
Autres passifs	Réf. annexe II-(8)	12 975 067,31	12 526 000,31
Comptes de régularisation	Réf. annexe II-(9)	7 270 504,06	8 031 908,18
Provisions pour risques et charges	Réf. annexe II-(11)	1 600 818,11	1 277 660,04
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux			
Capitaux propres hors FRBG	Réf. annexe II-(12)	43 696 837,61	45 840 236,34
Capital souscrit		18 727 232,00	18 727 232,00
Primes d'émission		10 910 294,45	10 910 294,45
Réserves		2 017 502,95	2 017 502,95
Ecarts de réévaluation			
Provisions réglementées. Subventions d'investissement	Réf. annexe II-(13)		
Report à nouveau (+/-)		7 618 971,22	5 088 760,05
Résultat de l'exercice (+/-)		4 422 836,99	9 096 446,89
Total du passif		1 149 010 625,38	1 058 642 429,03

Hors-bilan	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de financement		
Engagement donné pour les garanties d'ordre de la clientèle	92 764 528,58	80 916 831,84
Engagement de garantie		
Garanties d'ordre de la clientèle	8 885,00	8 885,00
Cautions, avals, autres garanties reçus d'établissements de crédit	15 201,57	15 201,57
Engagement sur titres		

III. — Annexe.
(Exercice clos le 31 décembre 2024.)

I. – Principes et méthodes comptables.

Les comptes sociaux de Crédit Moderne Antilles Guyane sont établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit tels que figurant dans le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 et les règlements l'ayant modifié depuis cette date.

L'exercice social de la SACMAG commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

Les faits marquants de l'exercice. — Après deux années d'augmentations successives et marquées des taux de refinancement, l'année 2024 a laissé entrevoir une tendance baissière, en cohérence avec l'inflation qui commence à se stabiliser en Europe. D'un point de vue plus local, les Antilles, et en particulier la Martinique, ont connu des manifestations de « lutte contre la vie chère », ce qui a fragilisé le tissu économique, et certains secteurs en particulier. Dans ce contexte, l'entreprise cherche à accompagner au mieux ses clients, en restant attentif à leurs difficultés et ainsi leur proposer les solutions les mieux adaptées à leur situation.

1) Operations avec la clientèle. — Les montants des crédits en cours incluent les encours douteux nets de dépréciations.

En application au règlement du Comité de la Réglementation Comptable ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif au traitement comptable du risque de crédit, les différentes catégories d'encours sont les suivantes :

- Les **encours sains** qui se composent des crédits n'ayant pas d'incident de paiement notable dans le paiement des échéances de capital et d'intérêt.
- Les **encours restructurés** sans impayés ou dont l'ensemble des impayés ont été régularisés qui constituent une sous-catégorie des encours sains et qui se composent des créances ayant fait l'objet d'une renégociation liée à la situation financière du débiteur.
- Les **encours douteux** qui se composent des créances pour lesquelles la Banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements. La définition du défaut est cohérente avec celle du défaut bâlois, qui tient compte des orientations de l'EBA du 28 septembre 2016, notamment sur les seuils applicables en cas d'impayés et les périodes probatoires. Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de 90 jours, ainsi que les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse sont considérés comme douteux. La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie.
- Les encours **douteux compromis** qui constituent une sous-catégorie des encours douteux et qui se composent des échéances impayées et du capital restant dû des crédits classés en douteux depuis plus d'un an, des créances contentieuses, des dossiers ayant fait l'objet d'un rééchelonnement ou d'une restructuration qui présentent au moins un impayé ainsi que des dossiers en attente d'un plan de rééchelonnement notamment dans le cadre de la loi sur le surendettement des particuliers depuis plus d'un an.

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines.

De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration dont les termes sont respectés, et pour lesquelles le risque de crédit n'est plus avéré, sont également reclassées en créances saines.

Une créance est passée en perte lorsqu'elle est jugée irrécouvrable.

Des dépréciations sur base individuelle et collective sont constituées sur les crédits dès lors qu'il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur quantum ou leur échéancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée au niveau individuel ou au niveau d'un portefeuille.

Constitue notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants : l'existence d'impayés, la connaissance ou l'observation de toutes autres difficultés financières significatives de la contrepartie, les concessions consenties aux termes des crédits, qui ne l'auraient pas été en l'absence de difficultés financières de l'emprunteur.

La dépréciation est mesurée comme la différence entre la valeur comptable avant dépréciation et la valeur, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif, des flux futurs estimés recouvrables sur la base d'une approche statistique du risque.

Compte-tenu des caractéristiques de ses portefeuilles de crédit, Le Crédit Moderne Antilles Guyane utilise par simplification les taux d'intérêt contractuels clients pour l'actualisation et non les taux d'intérêt effectifs.

Par ailleurs, des contextes particuliers peuvent conduire Le Crédit Moderne Antilles Guyane à constater en coût du risque des ajustements complémentaires lorsque nécessaire.

Lorsqu'intervient la restructuration d'une créance pour cause de difficultés financières de l'emprunteur, celle-ci est spécifiquement identifiée et donne lieu au calcul d'une décote représentant l'écart, en valeur actualisée, entre les nouvelles conditions de rémunération et les conditions initiales de rémunération de ladite créance. Les décotes constituées à la restructuration sont comptabilisées en déduction de l'actif. Elles sont reprises en résultat de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle de la créance.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions et de dépréciations, les pertes sur créances irrécupérables, les récupérations sur créances amorties et les constitutions de décotes calculées sur les créances restructurées sont regroupées dans la rubrique « coût du risque ».

L'étalement actuariel de la décote sur créances restructurées et la reprise des effets d'actualisation figurent au même titre que les intérêts dans le produit net bancaire.

2) Enregistrement des produits et des charges. — Les intérêts et commissions assimilés sont comptabilisés pour leur montant couru, constaté prorata temporis. Les commissions assimilées aux intérêts comprennent notamment certaines commissions perçues lorsque celle-ci sont incorporées dans la rémunération des prêts (frais de dossier). Les coûts marginaux de transaction que la banque supporte à l'occasion de l'octroi d'un concours (commissions réglées aux intermédiaires qui transmettent les demandes de la clientèle) font également l'objet d'un étalement sur la durée de vie effective du crédit.

Les commissions non assimilées à des intérêts et correspondant à des prestations de service sont enregistrées à la date de réalisation de la prestation ou de façon proratisée sur la durée du service rendu lorsque celui-ci est continu.

Les frais d'acquisition de titres sont inscrits directement en charges.

3) Titres de participation. — Les titres de participation et les parts dans les entreprises liées, inscrits ou non à la cote officielle, sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition. Lorsque la valeur d'utilité est inférieure à la valeur comptable, une dépréciation est constituée à hauteur de l'écart constaté.

La valeur d'utilité est déterminée, pour chaque titre, par référence à une méthode d'évaluation documentée fondée sur les éléments disponibles tels que l'actif net réévalué.

Les plus ou moins-values de cession et les mouvements de provisions sont enregistrés dans la rubrique "Gains ou pertes sur actifs immobilisés" du compte de résultat.

Les dividendes sont enregistrés dès que leur paiement a fait l'objet d'une résolution d'Assemblée Générale ou lors de leur encaissement lorsque la décision de l'Assemblée n'est pas connue. Ils sont enregistrés dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

4) Crédit-bail. — Les contrats de location d'actifs loués à des tiers, pour lesquels il y a un transfert au preneur de l'essentiel des risques et avantages de l'actif sont enregistrés dans cette rubrique.

Ces actifs sont comptabilisés en tant qu'immobilisations. Cette rubrique comprend les immobilisations nettes d'amortissements et les loyers impayés nets des dépréciations. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur brute de l'encours et la valeur actualisée au taux de rendement interne, des flux futurs estimés recouvrables sur la base d'une approche statistique du risque.

La durée d'amortissement pratiquée sur les principales catégories de matériels financés est de 4 ans.

L'encours douteux des opérations de crédit-bail, de location avec option d'achat et de location longue durée comprend les échéances impayées des dossiers présentant au moins un loyer impayé depuis plus de trois mois. Des délais de déclasserment plus courts peuvent être retenus, notamment pour les créances rendues exigibles ou dépréciées.

Les encours douteux compromis qui constituent une sous-catégorie des encours douteux se composent des créances contentieuses et des loyers impayés des dossiers classés en douteux depuis plus d'un an.

CMAG suit les préconisations du communiqué du CNC du 6 décembre 2005 ainsi que de l'avis 2006C du 4 octobre 2006 du Comité d'urgence relatifs aux modalités d'amortissement des immobilisations faisant l'objet d'opérations de crédit-bail ou de location avec option d'achat et assimilées prévues aux articles 313-7 et 313-1 du code monétaire et financier. Cette option permet aux crédits bailleurs d'appliquer le mode d'amortissement financier, la dotation à l'amortissement de chaque exercice est alors égale à la fraction du loyer acquise au titre de cet exercice, qui correspond à l'amortissement du capital engagé pour l'acquisition des biens donnés en location.

5) Immobilisations. — Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables.

Les amortissements sont pratiqués suivant le système linéaire et selon les durées d'utilisation inscrites ci-dessous.

Logiciel acquis	1 à 3 ans
Immeubles	20 ans
Agencements, installations	5 à 8 ans
Véhicules	4 ans
Matériels de bureaux et informatique	3 à 5 ans
Mobilier	8 ans

Les immobilisations amortissables font en outre l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation systématique au moins une fois par an.

Si un indice de dépréciation est identifié, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur significative, une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation sauf dans le cas du fonds commercial. Les dépréciations sont comptabilisées dans la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles » du compte de résultat.

Les plus ou moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

6) Créances et dettes envers les établissements de crédits. — Les créances et dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur nature. Les intérêts courus sur ces créances et ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les créances et les dettes rattachées.

— Créances sur établissements de crédit : Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances, y compris les créances subordonnées, détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.

— Dettes envers les établissements de crédit : Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur nature : à vue ou à terme pour les établissements de crédit ; titres et valeurs donnés en pension. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.

7) Impôts sur les sociétés. — L'impôt sur les bénéfices constitue une charge de la période à laquelle se rapportent les produits et charges, quelle que soit la date de son paiement effectif.

Lorsque la période sur laquelle les produits et charges concourant au résultat comptable ne coïncide pas avec celle au cours de laquelle les produits sont imposés et les charges déduites, le Crédit Moderne Antilles Guyane comptabilise un impôt différé. Cet impôt différé est déterminé selon la méthode du report variable prenant pour base l'intégralité des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des éléments du bilan et les taux d'imposition applicables dans le futur dès que ces derniers ont été votés.

Les impôts différés actifs font l'objet d'un enregistrement comptable tenant compte s'il y a lieu de la probabilité de récupération qui leur est attachée.

Faisant suite aux préconisations du Pilier II de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) portant sur la réforme de la fiscalité internationale, l'Union Européenne a adopté le 14 décembre 2022 la directive 2022/2523 instaurant une imposition minimale des groupes internationaux en matière d'impôt sur le résultat, applicable au 1er janvier 2024. À l'instar de ce qui est prévu dans les comptes consolidés du Groupe, le Crédit Moderne Antilles Guyane applique également dans ses comptes sociaux l'exception obligatoire et temporaire offerte par l'IASB de ne pas comptabiliser les impôts différés liés à cette imposition complémentaire. La réforme Pilier II n'a pas d'impact pour le Groupe lors de son adoption, car au 1er janvier 2024 le Groupe ne détient aucune filiale avec un taux d'imposition inférieur à 15%.

8) Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies. — Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières. Le montant provisionné de l'engagement est déterminé en utilisant les hypothèses actuarielles retenues par l'Entreprise et en appliquant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte d'un certain nombre de paramètres tels que des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations des salaires et de taux d'actualisation et d'inflation, ces paramètres tiennent compte des conditions propres au pays de la société. La valeur d'actifs éventuels de couverture est ensuite déduite du montant de l'engagement. Lorsque le montant des actifs de couverture excède la valeur de l'engagement, un actif n'est comptabilisé que s'il est représentatif d'un avantage économique futur prenant la forme d'une économie de cotisations futures ou d'un remboursement attendu d'une partie des montants versés au régime.

La mesure de l'obligation résultant d'un régime et de la valeur de ses actifs de couverture peut évoluer fortement d'un exercice à l'autre en fonction de changements d'hypothèses actuarielles et entraîner des écarts actuariels. Les écarts actuariels et les effets de plafonnement de l'actif sont comptabilisés intégralement en résultat ; le produit attendu des placements est déterminé en utilisant le taux d'actualisation des engagements.

Concernant les indemnités de fin de carrière comptabilisées dans les avantages postérieurs à l'emploi L'IFRIC (« IFRS Interpretations Committee » ou « Comité d'interprétation des normes IFRS ») a émis en juin 2021 une proposition de décision validée par l'International Accounting Standards Board qui modifie la manière de calculer les engagements relatifs à certains régimes à prestations définies de type Indemnités de Fin de Carrière (IFC). Ces régimes ouvrent progressivement des droits à indemnités qui ne seront réglés que s'il y a un départ effectif en retraite mais le nombre d'années de prise en compte des droits est plafonné. Jusqu'alors les droits à indemnités étaient comptabilisés linéairement de la date d'entrée dans la société jusqu'à la date de départ effective en retraite sans tenir compte du plafonnement des droits. Maintenant les droits à indemnités sont comptabilisés linéairement en prenant une date de départ des droits tenant compte du nombre d'années plafonnées jusqu'à la date de départ en retraite. En normes comptables françaises, les droits seront également comptabilisés de la même façon, en appliquant par choix la méthode 2 b) prévue dans la recommandation de l'Autorité des Normes Comptables n° 2013-02 du 7 novembre 2013 modifiée en date du 5 novembre 2021.

9) Coût du risque. — La rubrique « coût du risque » comprend les charges résultant de la manifestation de risques de contrepartie et de crédit, litiges et fraudes inhérents à l'activité bancaire réalisée avec des tiers.

Les dotations nettes aux provisions ne relevant pas de tels risques sont classées dans les rubriques du compte de résultat correspondant à leur nature.

II. – Informations sur les comptes du bilan.

1) Informations relatives aux opérations de trésorerie et interbancaires :

ACTIF

— Créances sur les établissements de crédit :

Actif	2024	2023
Comptes ordinaires	30 072 302	23 025 417
Comptes et prêts	133 000 000	75 000 000
Créances rattachées	2 913 535	1 824 112
Total	165 985 837	99 849 529

L'ensemble des comptes ordinaires et des créances rattachées présentent une maturité inférieure à 3 mois.

Echéancier des comptes et prêts au 31 décembre 2024 (durées restant à courir, en euros).

Total bilan	<= 3 mois	> 1 an et <= 5 ans	> 5 ans
133 000 000		133 000 000	

PASSIF

— Dettes envers les établissements de crédit :

Passif	2024	2023
Comptes ordinaires		
Emprunts	1 059 360 000	971 970 000
Dettes rattachées	19 269 029	14 322 036
Total	1 078 629 029	986 292 036

L'ensemble des comptes ordinaires et des dettes rattachées présentent une maturité inférieure à 3 mois.

— Echéancier des emprunts au 31 décembre 2024 (durées restant à courir, en euros) :

Total bilan	<= 3 mois	> 1 an et <= 5 ans	> 5 ans
1 059 360 000	90 000 000	909 860 000	59 500 000

— Remboursements et nouveaux emprunts contractés sur l'exercice :

Emprunts	2024	2023
Remboursements	560 610 000	497 580 000
Nouveaux emprunts	648 000 000	571 500 000

2) Informations relatives aux opérations avec la clientèle :**ACTIF**

Actif	2024	2023
Encours sains	700 978 288	719 511 405
Encours sains restructurés		
Commissions assimilables à des intérêts	15 418 202	13 504 127
Total encours sains	716 396 490	733 015 532
Valeurs non imputées		
Encours douteux	23 907 457	14 260 970
Encours douteux compromis	44 905 184	50 613 516
Total encours douteux	68 812 641	64 874 486
Provisions	-40 213 985	-38 056 495
Encours douteux net	28 598 656	26 817 991
Créances rattachées	4 450 237	3 938 226
Total	749 445 383	763 771 749

— Echancier des encours sains au 31 décembre 2024 (durées restant à courir, hors créances rattachées, en euros) :

Total bilan	<= 3 mois	> 1 an et <= 5 ans	> 5 ans
716 396 490	61 092 150	563 144 922	92 159 418

3) Dépréciation sur créances clients :

	2023	Dotations	Reprises	2024
Provisions	-38 056 495	-22 929 509	20 772 019	-40 213 985

4) Crédit-bail et location avec option d'achat :

Crédit-bail et LOA	Valeur nette au 31/12/2023 CMAG	Autres mouvements	Acquisitions dotations	Cessions reprises	Valeur nette au 31/12/2024
Valeur brute	258 109 667		111 330 581	-30 146 899	339 293 349
Amortissements	-85 516 224		-60 980 525	20 681 491	-125 815 258
Valeur nette comptable	172 593 443	0	50 350 056	-9 465 408	213 478 091
Créances rattachées	135 630			69 705	205 335
Créances douteuses	6 813 547		3 623 861		10 437 409
Dépréciations pour créances douteuses	-2 786 152		-2 944 813	1 018 634	-4 712 330
Dépréciations des immobilisations ITNL	-1 928 866		-1 340 412		-3 269 279
Total	174 827 602	0	49 688 693	-8 377 069	216 139 225

5) Immobilisations corporelles et incorporelles :

Immobilisations	2023	Acquisitions dotations	Cessions reprises	2024
Corporelles				
Valeur brute	4 456 240	155 976		4 612 216
Amortissement	-3 745 619	-235 716		-3 981 336
Valeur nette	710 621	-79 741	0	630 880
Incorporelles				
Immobilisations en cours	0			0
Valeur brute	2 833 848	78 400		2 912 248
Amortissement	-2 683 264	-74 028		-2 757 292
Valeur nette	150 584	4 372	0	154 956

6) Autres actifs :

Autres actifs	2024	2023
Dépôts et cautionnements	45 941	46 346
Personnel et organismes sociaux	73 018	71 906
Etats impôts sur les bénéfices		2 836 543
TVA sur facture à recevoir	404 028	1 105 914
Avances permanentes		
Compte courant Neuilly Contentieux	318 624	235 303
Débiteurs divers	46 288	85 136
Total	887 899	4 381 148

7) Comptes de régularisation – Actif :

Comptes de régularisation - actif	2024	2023
Divers produits à recevoir	11 677 879	11 219 031
Charges constatées d'avance		
Autres comptes de régularisations	668 544	312 145
Total	12 346 423	11 531 176

Les divers produits à recevoir sont constitués des produits d'assurance et de la quote-part de résultat sur la société en participation avec la SA CAFINEO.

8) Autres passifs :

Autres passifs	2024	2023
Fournisseurs et comptes rattachés	7 736 855	7 165 267
Dépôts de garantie crédit-bail	9 461	31 813
Personnel et dettes rattachées	4 234 129	4 113 948
Etat impôts et taxes organismes sociaux	323 617	246 267
Créditeurs divers	671 006	968 705
Total	12 975 067	12 526 000

9) Compte de régularisation – Passif :

Comptes de régularisation - passif	2024	2023
Produits/Charges constatés d'avance	1 552 969	1 134 356
Charges à payer	5 020 486	4 876 882
Autres comptes de régularisation	697 048	2 020 670
Total	7 270 504	8 031 908

Les autres comptes de régularisations sont en parties constitués du solde des impôts différés d'un montant de 536 000.00 euros.

10) Réserve latente et résultat financier :

Résultat financier	2024	2023
Encours financier	242 642 302	189 511 880
VNC des immobilisations louées	213 395 064	172 806 190
Ecart créances rattachées/compte de régularisation financier	1 015 170	795 121
Réserve latente brute	30 297 984	17 494 070
Impôts différés sur la réserve latente	-7 822 940	-4 516 969
Réserve latente nette exercice N	22 475 045	12 977 101
Réserve latente nette exercice N-1	12 977 101	7 804 424
Variation de réserve latente	9 497 944	5 172 678
Résultat net social	4 422 837	9 096 447
Résultat net financier	13 920 781	14 269 124

11) Provision pour risques et charges :

Provisions pour risques et charges	2023	Dotation	Reprise	2024
Provisions pour charges de retraite	1 070 971	96 669	47 492	1 120 147
Provisions pour suspens	97 000	193 000	97 000	193 000
Provision pour litige	109 689	97 093	109 689	97 093
Provision pour pénalités		190 578		190 578
Autres provisions pour risques et charges	206 689	480 671	206 689	480 671
Total	1 277 660	577 340	254 182	1 600 818

12) Evolution des capitaux propres (hors provisions réglementées) :

Capitaux propres	2023	Affectation du résultat	Distribution	Autres mouvements	Résultat	2024
Capital	18 727 232			0		18 727 232
Réserve légale	1 872 723			0		1 872 723
Autres réserves	144 780					144 780
Primes d'émission	10 910 294			0		10 910 294
Report à nouveau	5 088 760	2 530 211				7 618 971
Résultat	9 096 447				4 422 837	4 422 837
Dividendes			6 566 236			
Total	45 840 236	2 530 211	6 566 236	0	4 422 837	43 696 838

Le capital social est composé de 1.170.452 actions ordinaires de 16 euros nominal. Le résultat de l'exercice 2024 de CMAG est de 4 422 836.99 euros.

Répartition du capital	Actions
Total	1 170 452
BNPP Personal Finance	1 170 451
COFICA Bail	1
Total calculé	1 170 452

13) Evolution des provisions réglementées. — Il n'y a pas de nouvelle provision pour investissement sur l'exercice 2024.

14) Evolution des titres de participations :

Détail des titres de participation	2023	Acquisition	Cession	2024
CAFINEO	3 420 000			3 420 000
COFICA Bail 13673	21			21
Total	3 420 021	0	0	3 420 021

15) Note sur le hors bilan

Les engagements donnés à la clientèle correspondent principalement aux engagements de financement de l'activité prêts personnels.

III. – Informations sur le compte de résultat.**1) Charges et produits d'exploitation bancaire**

— Produits d'exploitation bancaire :

Les intérêts et produits assimilés se décomposent comme suit :

Intérêts et produits assimilés	2024	2023
Opérations avec les établissements de crédit	6 428 034	5 402 916
Opérations avec la clientèle	46 911 539	43 387 374
Total	53 339 572	48 790 290

— Charges d'exploitation bancaire :

Intérêts et charges assimilées	2024	2023
Intérêts bancaires	-1 803	-3 717
Intérêts sur emprunts	-35 283 116	-25 623 756
Total	-35 284 919	-25 627 473

Les intérêts versés sont relatifs à des opérations effectuées avec des banques.

2) Revenus des titres à revenu variable :

Revenu des titres à revenu variable	2024	2023
Dividendes CAFINEO SA	1 199 280	389 880
Total	1 199 280	389 880

Le CMAG détient 41.23% des actions de la SA CAFINEO société gérante de la société en participation avec CAFINEO.

3) Commissions :

Commissions produits	2024	2023
Commissions	2 424 399	2 148 139

Ces revenus sont constitués principalement des commissions sur les indemnités de retard, retraits DAB et indemnités de report.

Commissions charges	2024	2023
Commissions	418 961	437 894

Les commissions versées sont relatives à des opérations effectuées avec des banques.

4) Autres produits d'exploitation bancaire.

Sont notamment enregistrées dans ce poste :

- Les ristournes et commissions diverses rétrocédées par les compagnies d'assurances.
- Les quotes-parts de résultats des sociétés en participation.

Le CMAG s'est associé avec des partenaires dans le cadre de sociétés en participation. A ce titre, la société perçoit de celles-ci des produits qui rémunèrent ses apports aux opérations de crédit communes sous forme de quotes-parts de résultat. En contrepartie, elle enregistre directement dans ses comptes, sans passer par les résultats des sociétés en participation, les charges qui lui incombent au titre de la réalisation des apports.

Les encours gérés sont portés au bilan d'un autre associé de la société en participation ayant le statut d'établissement financier et détenue conjointement par CMAG et son partenaire.

Les produits dégagés par les opérations de crédit communes, c'est à dire la quote-part de résultat lui revenant, sont inclus dans les " Autres produits d'exploitation bancaire ".

Autres produits d'exploitation bancaire	2024	2023
Commissions d'assurance	15 403 561	14 536 883
Quote-part de résultat de la SEP avec CAFINEO	7 106 055	6 568 533
Total	22 509 616	21 105 416

5) Charges générales d'exploitation :

Charges générales d'exploitation	2024	2023
Salaires et traitements	9 042 302	9 361 303
Charges sociales	3 845 562	3 612 674
Intéressement et participation	1 032 585	965 508
Impôts, taxes assimilées sur rémunérations	441 223	451 337
Charges de personnel	14 361 671	14 390 822
Impôts et taxes	341 367	396 220
Locations	969 316	923 096
Rémunération d'intermédiaires		
Services extérieurs fournis par sociétés groupe	4 795 627	4 701 642
Transport et déplacements	253 013	254 068
Autres services extérieurs	6 306 838	5 564 977
Services extérieurs	12 324 795	11 443 782
Dotations/reprises de provisions	323 158	100 585
Total	27 350 991	26 331 409

6) Cout du risque :

Coût du risque	2024	2023
Dotations aux provisions sur créances douteuses	-28 061 803	-21 734 913
Pertes sur créances irrécupérables	-12 856 329	-10 156 604
Reprises de provisions sur créances douteuses	23 691 951	19 968 931
Récupérations sur créances amorties	1 305 536	720 482
Total	-15 920 646	-11 202 104

Le CMAG a vendu courant 2024 un portefeuille de créances passées en perte pour un montant de 3 586 366.76€. Le produit de cession lié à cette vente est de 305 960.49€

7) Impôts sur les sociétés :

Impôts sur les sociétés	2 024	2 023
Impôts sur les bénéfices	-2 400 772	-2 133 591
Charges/Produits d'impôts différés	1 278 000	-884 000
Total	-1 122 772	-3 017 591

Les charges et produits d'impôts différés constatés correspondent aux impôts liés aux différences temporaires.

L'analyse de la charge de l'impôt sur les bénéfices 2024 se traduit comme suit :

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt	Taux d'imposition
Résultat courant	5 429 988	2 400 772	44,21%
Résultat exceptionnel	115 621		
Résultat comptable	5 545 609	2 400 772	43,29%

8) Résultat exceptionnel :

Résultat exceptionnel	2024	2023
Produits exceptionnels	148 844	57 254
Charges exceptionnelles	-33 223	-16 981
Total	115 621	40 273

IV. – Informations complémentaires.**Proposition d'affectation du résultat.**

Le résultat net de l'exercice de la société se traduit par un bénéfice de **4 422 836.99 €** après impôt sur les sociétés.
Après adjonction du report à nouveau créateur de 7 618 971.22 € constaté au 31.12.2024 le résultat à affecter s'élève à la somme de 12 041 808.21 €.

Bénéfice a repartir :	
Bénéfice net	4 422 836,99 €
Report à nouveau créateur disponible	7 618 971,22 €
Total à affecter	12 041 808,21 €
Emplois :	
Dividendes	11 470 429,60 €
Report à nouveau	571 378,61 €
Total affecté	12 041 808,21 €

Effectifs :

Effectifs (ETP Groupe)	2024	2023
Cadres	34,86	33,86
Employés et agents de maîtrise	134,13	134,63
Total	168,99	168,49

ETP Groupe : Effectifs présents en fonction du temps de présence contractuel (y compris les MAD et les détachés France et hors contrats en alternance, stagiaires et auxiliaires de vacances) et les absents payés.

Rémunérations allouées aux dirigeants. — Eléments non fournis car cela aboutirait à communiquer les rémunérations individuelles.

Montant total des honoraires versés aux Commissaires aux comptes :

	Montant € HT des Honoraires certification des comptes	Montant € HT Autres services
Cabinet Deloitte	60 000	0
Cabinet BDO Paris	50 330	0
Total	110 330	0

Créances et dettes avec les entreprises liées :

Créances et dettes avec les entreprises liées	2024	
	Créances	Dettes
Comptes ordinaires	16 334 206	
Comptes prêts/emprunts	135 603 792	1 078 623 329
Autres actifs	318 624	
Charges à payer		5 397 801
Produits à recevoir	11 677 879	
Total	163 934 501	1 084 021 131

Produits et charges avec les entreprises liées

Produits et charges avec les entreprises liées	2024	
	Charges	Produits
Intérêts et charges assimilées	-35 284 919	
<i>Dont entreprises liées</i>	-35 284 919	
Commissions charges	-418 961	
<i>Dont entreprises liées</i>	-291 282	
Charges générales d'exploitation	-27 350 991	
<i>Dont entreprises liées</i>	-5 745 865	
Intérêts et produits assimilés		53 276 597
<i>Dont entreprises liées</i>		6 428 034
Autres produits d'exploitation bancaire		22 509 616
<i>Dont entreprises liées</i>		22 509 616
Total entreprises liées	-41 322 066	28 937 650

Sont considérées comme entreprises liées toutes les entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans les comptes consolidés de BNP Paribas.

Société consolidante. — CMAG est consolidée par intégration globale dans les comptes de BNP Paribas Personal Finance ayant son siège administratif au 1 Boulevard Hausmann 75009 Paris, elle-même consolidée par intégration globale dans les comptes de BNP Paribas ayant son siège 16 Boulevard des Italiens 75009 Paris.

Complément d'informations. — Le rapport de gestion est disponible au siège de la société : immeuble Sémaphore - Rue René RABAT - ZI de Jarry- 97122 BAIE MAHAULT.

Evènements important survenus depuis la clôture de l'exercice. — Nous vous informons qu'aucun événement important n'est survenu depuis la clôture de l'exercice susceptible de remettre en cause les informations présentées dans le présent rapport.

IV. — Procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire annuelle du 16 mai 2025.

L'an deux mille vingt-cinq, le seize mai, à 14h30, les actionnaires de la Société se sont réunis en assemblée générale ordinaire annuelle (ci-après l'"**Assemblée Générale**"), au 141-143, rue Anatole France – 92300 Levallois-Perret, sur convocation du conseil d'administration de la Société (le "**Conseil d'Administration**").

Il a été établi, dans les conditions prescrites par l'article R. 225-95 du Code de commerce, une feuille de présence qui a été élargée en entrant en séance par les actionnaires présents et représentés.

L'Assemblée Générale est présidée par M. Laurent de BERNARDY, en sa qualité de président du Conseil d'Administration (le "**Président**").

Le Président appelle au bureau en qualité de scrutateur, Monsieur Christophe TERRADE ayant reçu pouvoir à cet effet, représentant de la société BNP PARIBAS Personal Finance, actionnaire réputé présent et acceptant cette fonction et Monsieur Jean-Maurille MARGARETTA ayant reçu pouvoir à cet effet, représentant de la société COFICA BAIL, actionnaire réputé présent et acceptant cette fonction.

M. Stéphane DOMINGUEZ est désigné en qualité de secrétaire de séance (le "**Secrétaire de séance**").

Le bureau est ainsi constitué.

Le Cabinet BDO Paris et le Cabinet Deloitte & Associés, commissaires aux comptes de la Société (les "**Commissaires aux comptes**"), régulièrement convoqués, sont absents et excusés.

Les représentants du personnel, régulièrement convoqués sont présents.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents ou représentés réunissent ensemble le quorum requis par la loi pour les assemblées générales et qu'ainsi, l'Assemblée Générale peut valablement délibérer.

Le Président met à la disposition de l'Assemblée Générale, sur demande :

- La copie de la lettre de convocation adressée aux actionnaires ;
- La copie des lettres de convocation adressée aux Commissaires aux comptes ;
- La copie de la lettre de convocation adressée aux représentants du comité social et économique ;
- La feuille de présence certifiée exacte par le Secrétaire de séance, à laquelle sont annexés le pouvoir de représentation de BNP Paribas Personal Finance à M. Christophe TERRADE et le pouvoir de représentation de COFICA BAIL à M. Jean-Maurille MARGARETTA ;
- Le rapport de gestion du Conseil d'Administration intégrant une section spécifique dédiée au rapport sur le gouvernement d'entreprise ;

- Les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, arrêtés au 31 décembre 2024 ;
- Les rapports des Commissaires aux comptes ;
- Un exemplaire des statuts de la Société ; et
- Le texte des résolutions soumises à la présente Assemblée Générale.

Le Président déclare que tous les documents prévus par la loi ont été adressés ou tenus à la disposition des actionnaires dans les délais légaux et que la Société n'a été saisie d'aucune demande d'inscription à l'ordre du jour de nouveaux projets de résolutions.

L'Assemblée Générale lui donne acte de cette déclaration.

Il rappelle que la présente Assemblée Générale a été réunie à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DE L'EXERCICE 2024 ET RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2024 ;
- RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES OPÉRATIONS VISÉES À L'ARTICLE L. 225-38 DU CODE DE COMMERCE ;
- EXAMEN ET APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE 2024 – AFFECTATION DU RÉSULTAT ;
- RATIFICATION DE LA COOPTATION AUX FONCTIONS D'ADMINISTRATEUR DE M. LAURENT DE BERNARDY ;
- RENOUELEMENT DU MANDAT D'ADMINISTRATEUR DE M. LAURENT DE BERNARDY ;
- RATIFICATION DE LA COOPTATION AUX FONCTIONS D'ADMINISTRATEUR DE M. LUIZ GERMANO ;
- RENOUELEMENT DU MANDAT D'ADMINISTRATEUR DE M. LUIZ GERMANO ;
- RENOUELEMENT DU MANDAT D'ADMINISTRATEUR DE M. THIERRY MARTIN ; ET
- POUVOIRS EN VUE DE L'ACCOMPLISSEMENT DES FORMALITÉS LÉGALES.

Le Président présente à l'Assemblée Générale les comptes de l'exercice écoulé, le rapport du Conseil d'Administration et les rapports des Commissaires aux comptes.

Puis, le Président déclare la discussion ouverte.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

Première résolution (*Rapport du conseil d'administration sur l'activité de la société au cours de l'exercice 2024 et rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2024*). — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve le rapport du Conseil d'Administration sur la situation et l'activité de la Société pendant l'exercice 2024 et toutes les opérations qui y sont mentionnées.

Elle prend acte du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels et en accepte les conclusions.

L'Assemblée Générale prend acte de l'absence de dépenses et charges non déductibles fiscalement visées à l'article 39-4 du Code général des impôts.

L'Assemblée Générale approuve les comptes arrêtés au 31 décembre 2024 tels qu'ils lui ont été présentés et constate l'existence d'un bénéfice 4.422.836,99 euros.

L'Assemblée Générale donne en conséquence aux membres du Conseil d'Administration quitus de l'exercice de leur mandat pour l'exercice écoulé.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

Deuxième résolution

(*Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les opérations visées à l'article L. 225-38 du code de commerce*)

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, et après lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce, prend acte qu'aucune convention de cette nature n'a été conclue au cours de l'exercice.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

Troisième résolution (Examen et approbation des comptes de l'exercice 2024 - affectation du résultat). — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires constatant l'existence d'un bénéfice de 4.422.836,99 euros et d'un report à nouveau créditeur de 7.618.971,22 euros, approuve le projet d'affectation du résultat de l'exercice 2024 présenté par le Conseil d'Administration et décide de l'affecter de la manière suivante :

Bénéfice à repartir :	
Bénéfice net	4 422 836,99 €
Report à nouveau créditeur disponible	7 618 971,22 €
Total à affecter	12 041 808,21 €
Emplois :	
Dividendes	11 470 429,60 €
Report à nouveau	571 378,61 €
Total affecté	12 041 808,21 €

Le dividende au titre de l'exercice 2024, revenant à chaque action est fixé à 9,80 Euros.

L'Assemblée décide de mettre en paiement ce dividende à compter du 19 mai 2025.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, le Conseil d'Administration vous rappelle qu'au cours des trois derniers exercices il a été distribué :

- Au titre de l'exercice 2023 : 6.566.235,72 € de dividendes ont été versés ;
- Au titre de l'exercice 2022 : 30.583.910,76 € de dividendes ont été versés ; et
- Au titre de l'exercice 2021 : 21.688.475,60 € de dividendes ont été versés.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

Quatrième résolution (Ratification de la cooptation aux fonctions d'administrateur de M. Laurent de Bernardy). — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, ratifie la cooptation en qualité d'administrateur, telle que décidée par le Conseil d'Administration lors de sa séance du 13 novembre 2024 de M. Laurent de BERNARDY.

M. Laurent de BERNARDY a été coopté pour la durée restant à courir de son prédécesseur (M. Denis BILLARD), soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à se réunir en 2025 sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

Cinquième résolution (Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Laurent de Bernardy). — L'Assemblée Générale, connaissance prise de la résolution précédente et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, renouvelle le mandat d'administrateur de M. Laurent de BERNARDY pour une durée de trois ans soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer en 2028 sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2027.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

Sixième résolution (Ratification de la cooptation aux fonctions d'administrateur de m. Luiz Germano)

L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration, et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, ratifie la cooptation en qualité d'administrateur, telle que décidée par le Conseil d'Administration lors de sa séance du 24 mars 2025 de M. Luiz GERMANO.

M. Luiz GERMANO a été coopté pour la durée restant à courir de son prédécesseur (Mme Isabelle FONTAINE), soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à se réunir en 2025 sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

Septième résolution (Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Luiz Germano). — L'Assemblée Générale, connaissance prise de la résolution précédente et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, renouvelle le mandat d'administrateur de M. Luiz GERMANO pour une durée de trois ans soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer en 2028 sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2027.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

Huitième résolution (Renouvellement du mandat d'administrateur de m. Thierry Martin). — L'Assemblée Générale, connaissance prise du rapport du Conseil d'Administration et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, renouvelle le mandat d'administrateur de M. Thierry MARTIN pour une durée de trois ans soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale appelée à statuer en 2028 sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2027.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

Neuvième résolution (Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités légales). — L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs à LEGALVISIONPRO et à tout porteur d'un exemplaire, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de ses délibérations pour effectuer les dépôts ou publications prescrits par la loi.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité des actionnaires présents ou représentés.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce qui précède, il a été adressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.
(Exercice clos le 31 décembre 2024.)

À l'assemblée générale de la société CREDIT MODERNE ANTILLES GUYANE

Opinion. — En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CREDIT MODERNE ANTILLES GUYANE relatifs à l'exercice clos le 31.12.2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion :

— **Référentiel d'audit :** Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

— **Indépendance :** Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01.01.2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations. — En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Ces appréciations ont porté sur le provisionnement des risques de crédit, votre société comptabilisant des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités (notes « Principes, règles et méthodes comptables – Opérations avec la clientèle », « Notes sur le bilan – Actif – Créances sur la clientèle », « Notes sur le bilan – Actif – Créances douteuses et compromises de crédit-bail », « Notes sur le compte de résultat – Produits sur opérations de crédit-bail », « Notes sur le compte de résultat – Charges sur opérations de crédit-bail » et « Notes sur le compte de résultat – Coût du risque », de l'annexe).

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels.

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels.

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau

élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris et Paris-La Défense, le 28 avril 2025.

Les Commissaires aux comptes :

BDO Paris :
Benjamin IZARIÉ ;

Deloitte & Associés :
Jean-Vincent COUSTEL.